

# L'investissement public, un atout

La Chambre de commerce a encensé le mécanisme d'investissement public, tout en établissant dix conseils afin d'optimiser son impact.

Hier, la Chambre de commerce de Luxembourg a présenté son 17<sup>e</sup> bulletin «Actualité et tendances», avec un focus sur l'investissement public qui, selon la Chambre, représente une «formidable opportunité de redressement» économique pour un pays.

De notre journaliste  
Jeremy Zabatta

Alors que le budget de l'État doit être présenté aujourd'hui, il est intéressant de s'arrêter sur le poids de l'investissement public au Luxembourg, qui

pèse 2 milliards d'euros par an, soit 3 000 euros par résident, ou encore un dixième des dépenses publiques, soit 3,6 % du PIB. Un investissement conséquent, qui a justement un impact sur le produit intérieur brut (PIB), comme l'explique Carlo Thelen, directeur de la Chambre de commerce: «En se basant sur une étude, portant sur 17 nations, réalisée par le FMI, on peut constater qu'une augmentation permanente des investissements publics de 1 % du PIB débouche sur une hausse de 2,5 % du PIB à moyen terme.

L'investissement public est un effet multiplicateur sur la croissance, à condition que les investissements soient faits avec pertinence et efficience».

## Un effet multiplicateur

Au Luxembourg, le Stateg a brièvement tenté d'analyser l'impact des investissements publics. Les résultats montrent qu'un investissement à hauteur de 1 % du PIB augmenterait le niveau du PIB d'environ 0,8 %. «Nous estimons

que l'impact est en réalité un peu plus élevé. La bonne croissance du pays cache quelque peu l'effet multiplicateur de l'investissement public», a souligné Carlo Thelen. Autre chiffre intéressant, l'investissement public au sein de l'Union européenne représente 400 milliards d'euros, soit 800 euros par habitant.

Perçu comme un levier pour l'investissement privé, la Chambre de commerce encense les politiques à privilégier l'investissement public. Pas sûr que ce soit l'avis de Pierre Gramegna, ministre des Finances, qui devrait baisser les dépenses du pays sur l'année à venir, à la suite d'un déficit de l'État plus important que prévu.

## Pas assez de PPP

Pour renforcer son message, la Chambre de commerce a dévoilé dix conseils permettant d'optimiser les impacts des investissements publics, dont la simplification administrative (à titre d'exemple, un permis de construire est délivré au bout de 157 jours en moyenne au Grand-Duché, contre seulement 26 à Singapour), la considération de la dimension territoriale des investissements (40 % des investissements publics au Luxembourg sont effectués par les communes), une planification à long terme des investissements publics, ou encore une bonne coordination de la politique d'investissement public avec le secteur privé, autrement dit la pratique de partenariat public-privé (PPP). La Chambre de commerce a mis l'accent sur la nécessité d'une politique transparente en la matière, les PPP pouvant être un vrai atout pour l'économie du pays. Pour le moment, l'État et les autorités n'ont fait que très rarement appel à ce genre de partenariat, comparé à d'autres pays. «L'expérience de divers pays étrangers montre que l'État peut souvent profiter de l'implication, dans les projets d'investissements, de partenaires privés, à travers des concessions ou des partenariats public-privé», souligne Carlo Thelen, avant de préciser qu'au «Royaume-Uni, la mise en œuvre de PPP en matière d'investissement a donné lieu à des économies de l'ordre de 15 % par rapport à des investissements publics classiques».



Photo: François Aussems

Carlo Thelen, directeur de la Chambre de commerce, a détaillé les avantages économiques des investissements publics, un jour avant la présentation du budget 2016 par Pierre Gramegna.

## Plus de pétrole en 2015

La demande sera moins forte en 2016.

L'Agence internationale de l'énergie a légèrement relevé sa prévision de demande mondiale de pétrole pour cette année, mais elle anticipe un ralentissement plus fort que prévu de la croissance de la demande en 2016, en raison de perspectives économiques moins réjouissantes, sur fond d'une offre toujours excédentaire.

Le bras énergétique de l'OCDE table désormais sur une demande de 94,5 millions de barils par jour en 2015, soit une hausse de 1,8 mbj sur un an, la plus forte en cinq ans, alimentée notamment par la faiblesse des prix.

Mais la croissance de la demande devrait ralentir à 1,2 mbj l'an prochain, pour atteindre un total de 95,7 mbj, contre une prévision précédente de 95,8 mbj.

«Pour l'instant, des prix plus bas

de pétrole soutiennent une forte croissance de la demande. Les principaux consommateurs de la planète, les États-Unis et la Chine, achètent plus de brut, portant la hausse cette année à 1,8 mbj, un record en cinq ans (...), a expliqué l'AIE dans son rapport mensuel publié hier. «Mais les perspectives sont moins bonnes pour l'an prochain», a-t-elle poursuivi, citant un horizon assombri pour l'économie mondiale et un estompage de l'effet prix.

Début octobre, le Fonds monétaire international (FMI) a abaissé de 0,2 % ses prévisions de croissance du produit intérieur brut (PIB) mondial pour 2015 et 2016, à respectivement 3,1 % et 3,6 %.

Au total, 96,6 mbj ont été pompés dans le monde au mois de septembre.

## La Chine, ce mystère économique

L'économie chinoise est-elle bonne ou mauvaise? Un conseiller économique chinois a répondu à la question, hier, chez KPMG.

La question de la qualité de l'économie chinoise était d'autant plus d'actualité hier, avec la publication des mauvais chiffres des importations en dollar, en septembre. Elles baissent de 20 % sur un an. Hier après-midi, lors d'une conférence dédiée à la Chine organisée par KPMG, Min Tang, conseiller au Chinese State Council, a exposé les bons et les mauvais côtés de l'économie chinoise.

En commençant son exposé, Min Tang a d'emblée affirmé que «l'économie chinoise est un mystère». En effet, d'un côté, les exportations ont baissé de 8 % dernièrement et les importations de 14 %. De l'autre, la Bourse de Shanghai «a pris 3 %». «C'est un marché très excitant», souligne Min Tang. Selon lui, l'économie chinoise connaît «un atterrissage en douceur». Son taux de croissance est passé de 10 à 7 % en 2015. Le conseiller se demande si cet «atter-

issage en douceur» ne serait pas plutôt un futur «décollage sur un terrain solide». S'attaquant aux faiblesses de la Chine, présentation à l'appui, Min Tang explique que «le PIB descend». Heureusement, le secteur des services est encore «relativement stable», tout comme l'agriculture.

## Un marché du travail problématique

Les revenus du gouvernement continuent de baisser, mais la croissance des dépenses publiques est restée élevée. «Les dépenses du gouvernement central sont plus importantes que celles des gouvernements locaux. Elles poussent les investissements vers le haut», appuie Min Tang. Abordant la question du travail, le conseiller économique a laissé entendre que «dans le futur, nous aurons des problèmes avec le marché du travail», car l'indice ma-

## L'imprimerie Faber en difficulté

L'imprimerie Faber a annoncé hier, par le biais d'un communiqué, un plan de restructuration afin de «sauver» la société. Implantée depuis plus d'un siècle à Mersch, l'imprimerie doit faire face à des problèmes de compétitivité et réduire les coûts de production, afin de remédier aux problèmes structurels de l'entreprise, qui a accumulé des pertes depuis plusieurs années.

Pour Faber, ce plan de restructuration est vital pour sauver 75 emplois.

## AU LUXEMBOURG

### BILLETS

La Banque centrale du Luxembourg (BCL) a informé, hier, que 6 000 exemplaires d'une brochure d'information et une carte à image changeante présentant la nouvelle coupure de 20 euros seront distribuées au Luxembourg. Le nouveau billet de 20 euros entrera en circulation le 25 novembre prochain.

### PRECISION CAPITAL

George Nasra, le PDG de Precision Capital, actionnaire qatarien à 90 % de la BIL et à 100 % de KBL European Private Bankers a affirmé à nos confrères du Journal, hier, que «la BIL doit être la meilleure banque d'Europe» et que KBL doit «croître sur le long terme».

## LA BOURSE



Aude Forestier